

Chambres d'agriculture
et
Biodiversité



Panorama d'actions
2010



L'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture a réalisé une enquête en 2010 auprès des Chambres d'agriculture afin de répertorier leurs actions en faveur de la Biodiversité. Ces actions ont été réunies dans un livret organisé en 42 fiches au sein de 6 parties :

- Participer à l'élaboration des politiques Biodiversité locales
- Accompagner les agriculteurs
- Informer et former des agriculteurs et techniciens
- Proposer une expertise
- Recherche et expérimentation
- Valoriser les actions des agriculteurs auprès des partenaires et du grand public

Ce fascicule papier a pour objet de présenter des extraits du livret.



**aGRICULTURES
& TERRITOIRES**
CHAMBRES D'AGRICULTURE





Édito

« Cultiver la biodiversité : un enjeu pour l'agriculture, un engagement des Chambres d'agriculture »

2010 : année internationale de la Biodiversité. Cette reconnaissance portée par l'ONU traduit bien l'enjeu majeur de sa préservation. À l'échelle européenne et nationale, compte tenu de leur emprise territoriale, l'agriculture et la forêt ont tout à la fois une responsabilité particulière et des atouts indéniables pour relever le défi de la biodiversité « ordinaire » et « remarquable ». Les agriculteurs sont, en effet, des utilisateurs et des producteurs essentiels de biodiversité, biodiversité qui demeure un élément clé de la performance durable de l'agriculture et des territoires de demain.

Depuis plusieurs années, les agriculteurs recherchent et expérimentent des pratiques agricoles adaptées à cet enjeu. Les Chambres d'agriculture accompagnent leurs initiatives sur le terrain : avec plus de 1 200 conseillers environnement, elles les aident à concilier le double objectif de rentabilité économique et de préservation de la biodiversité sur leur exploitation. Avec l'appui des collectivités locales, les Chambres d'agriculture participent également à des programmes de protection d'espèce et de milieux, en partenariat avec les différents acteurs concernés: Parcs Naturels Régionaux et nationaux, Conservatoires d'Espaces Naturels, Forestiers...

Plus largement au niveau politique, le groupe Chambres intervient auprès des décideurs pour que les politiques publiques prennent en compte et encouragent les efforts des producteurs sur les agro-écosystèmes. Le Grenelle de l'environnement a ainsi reconnu les compétences des Chambres d'agriculture en matière d'environnement en l'inscrivant dans leurs missions.

L'engagement des Chambres d'agriculture et la diversité de leurs actions en faveur de la biodiversité ont fait l'objet d'une enquête menée par l'APCA. Vous en trouverez les résultats dans ce livret, déclinés sous forme de fiches, présentant des actions détaillées, des actions génériques et des résumés d'actions communes à de nombreuses Chambres d'agriculture. J'espère que cet outil permettra aux Chambres d'agriculture de partager leur expérience, de mieux faire connaître leurs actions et de contribuer à de nouvelles dynamiques de travail sur le terrain. Je souhaite qu'il s'enrichisse dans les années à venir, en signe de l'investissement croissant des Chambres d'agriculture au côté des agriculteurs pour la biodiversité.

Joseph MENARD,

*membre du Bureau des Chambres d'agriculture,
vice-Président de la Commission Environnement
en charge des dossiers Eau et Biodiversité*

Structure du livret

« Chambres d'agriculture et Biodiversité :

partie I

Participer à l'élaboration des politiques Biodiversité locales

- 1 Concertation sur les politiques liées à la biodiversité
- 2 Elaboration de la Trame verte et de la trame bleue et mise en œuvre par les Schémas Régionaux de Cohérence Ecologique (SRCE)
- * 3 Participation à l'élaboration d'un Document d'objectif (Docob) Natura 2000
- 4 Suivi des sites Natura 2000

partie II

Accompagner les agriculteurs

- 5 Exemples de pratiques agricoles et aménagements contractualisés
- 6 Accompagnement des agriculteurs sur des programmes agro-environnementaux
- 7 Mise en place d'actions pour la mise en œuvre de la Trame verte et bleue
- 8 Animation de sites Natura 2000, élaboration, animation et suivi de MAE territorialisées
- 9 Partenariats Agriculture, Chasse, Faune sauvage (Agrifaune)
- * 10 Tarn ; Cellule d'assistance technique zones humides
- 11 Picardie ; Dispositif « Gestions de Territoire »

partie III

Informier et former des agriculteurs et techniciens

INFORMER

- 12 Mise en place de visites de fermes de démonstration
- 13 Supports d'information et de sensibilisation à destination des professionnels

FORMER

- * 14 Formation des exploitants agricoles
- 15 Formation des conseillers de Chambres dans le domaine de la biodiversité

partie IV

Proposer une expertise

EXPERTISER LA FAISABILITE DE PROJETS

- 16 Maine-et-Loire ; Enquête sociologique : Evaluation de l'acceptabilité de conseils biodiversité par les exploitants agricoles
- * 17 Isère ; Corridors biologiques du Grésivaudan : Etude sur l'évolution durable des systèmes
- 18 Réalisation d'études pour adapter les pratiques locales à la mise en œuvre de la Trame Verte et Bleue en milieu agricole

AIDER A LA DECISION

- 19 Consultation des Chambres par des partenaires comme qu'experts techniques

ELABORER DES REFERENCES

- 20 Elaboration de documents techniques de référence

panorama d'actions 2010 »

21

Hérault ; Projet Agriculture et Biodiversité du programme agro-environnemental du bassin versant de l'Etang de l'Or

FAIRE EVOLUER LES PRATIQUES

22

Mise en place de groupes d'échanges sur les pratiques et de pôles de compétences « Biodiversité »

23

Constitution d'un Comité de mise en œuvre du Plan agri-environnemental et de gestion de l'espace du département de la Lozère

GERER LES MILIEUX

24

Réalisation de plans de gestion et de diagnostics

25

Bouches-du-Rhône ; La Crau : un dialogue fécond entre agriculture et environnement

partie
V

Recherche et expérimentation

INTEGRER LA BIODIVERSITE DANS LES PRATIQUES

* 26

Tests de nouvelles pratiques, Acquisition de références

27

Expérimentation d'aménagements et de pratiques participant à la mise en œuvre de la Trame Verte et Bleue

28

Bretagne ; Réseau de fermes de démonstration pour promouvoir les aménagements et pratiques favorables à la biodiversité

29

Deux-Sèvres ; Réseau départemental agriculture et biodiversité

30

Haute-Vienne ; Programme milieux humides agricoles

31

Projet CASDAR « Améliorer l'efficacité agro-environnementale des systèmes agro-forestiers en grandes cultures »

32

Projet IBIS : Intégrer la Biodiversité dans les Systèmes d'exploitations agricoles

TESTER ET EVALUER LES RESULTATS

33

Elaboration d'indicateurs et de diagnostics

34

Préfiguration d'un observatoire de la biodiversité en milieu agricole

35

RMT Biodiversité fonctionnelle

36

Projet CASDAR « Agriculture et biodiversité dans les parcs nationaux »
Participer à la recherche fondamentale

PARTICIPER A LA RECHERCHE FONDAMENTALE

37

Vaucluse : Programme de recherche « Biodiversité, Mutations agricoles et dynamique des paysages méditerranéens sous influence urbaine »

partie
VI

Valoriser les actions des agriculteurs auprès des partenaires et du grand public

VALORISER LA BIODIVERSITE

38

Valorisation économique par des marques et signes de reconnaissance

39

Maine-et-Loire ; Elaboration de la marque « L'Eleveur & l'Oiseau, le bœuf des vallées »

COMMUNIQUER

40

Documents de communication

41

Evénements d'information et de sensibilisation

* 42

Maine-et-Loire ; Un sentier d'Interprétation à la Boucle du Loir pour la valorisation et la préservation du site



Participation à l'élaboration d'un Document d'objectif Natura 2000

Action générique de Chambres



Mots clés : Natanimation, concertation, définition d'objectifs, diagnostic territorial, Natura 2000, programme d'actions, stratégie

● Contexte et objectifs

Un document d'objectifs (DOCOB) définit pour chaque site Natura 2000, les orientations et les mesures de gestion et de conservation des habitats et des espèces, les modalités de leur mise en œuvre et les dispositions financières d'accompagnement. La réalisation d'un Docob est toujours liée à un enjeu fort en matière de biodiversité qui a conduit au classement de la zone en site Natura 2000.

La rédaction du Docob consiste en une phase de diagnostic à la fois écologique et socio-économique du territoire, suivie de la définition des objectifs et de la rédaction du plan de gestion.

Les Chambres qui ont conduit ou participé à l'élaboration d'un Docob l'ont souvent fait suite à la sollicitation d'un partenaire, des services de l'Etat ou d'une collectivité, ou bien encore en répondant à un appel à projet de ces mêmes organismes. Ce positionnement des Chambres d'agriculture concerne principalement des sites à vocation agricole.

● Rôle de la Chambre d'agriculture

Les Chambres sont souvent sollicitées pour faire partie du comité de pilotage (copil) d'élaboration du Docob ou pour réaliser des études techniques nécessaires à l'élaboration du Docob.

Plus rarement (une quinzaine de chambres sur les 70 ayant répondu aux enquêtes nationales biodiversité et Natura 2000 menées par l'APCA en 2010 auprès des Chambres), elles peuvent être désignées pour rédiger un Docob en tant que prestataire technique ou opérateur en lien avec un maître d'ouvrage, soit un service de l'Etat soit une collectivité, qui est chargé de présider le comité de pilotage. L'opérateur a pour responsabilité principale de coordonner la réalisation des travaux en faisant le lien entre le maître d'ouvrage et les prestataires. Il doit assurer la concertation entre les différents acteurs et assumer l'animation des groupes de travail. Une fois la rédaction du Docob terminée, l'opérateur se voit généralement proposer de poursuivre en tant qu'animateur du site Natura 2000.

● Partenaires

Financeurs : L'Etat (DREAL, DDT, Agences de l'eau...) fournit l'apport majeur en mobilisant différents fonds européens et nationaux (PRDA, PDRH, programme Life Nature). Toutefois l'élaboration d'un Docob requiert en général une part d'autofinancement qui peut être apportée par les collectivités, établissements publics (PNR, PN...) voire les associations impliquées. Le rôle de la Chambre en tant qu'opérateur est généralement défini par une convention avec ces partenaires.

Membres du COPIL participant à la définition des orientations stratégiques du DOCOB : Les services de l'Etat (DREAL, ONEMA, ONF, ONCFS, DDT, ...), des établissements publics (PNR, PN, RN, CRPF), des associations (LPO, Conservatoires des espaces naturels, Conservatoire du littoral, Fédération de chasseurs...) et d'autres organismes techniques (ATEN...), ainsi que des acteurs socio-professionnels (Syndicats forestiers, agricoles et viticoles, INAO...).

Réalisation d'études complémentaires, souvent naturalistes : principalement des associations (souvent les Conservatoires des espaces naturels ou la LPO...) ou des bureaux d'études. Parfois les services de l'Etat ou certaines collectivités dans des cas particuliers (Conseil Général lorsque le site Natura 2000 recoupe des ENS).

3

Participation à l'élaboration d'un Document d'objectif (Docob) Natura 2000

● Action et moyens

Selon les départements les Chambres peuvent être opérateur et/ou sous-traitant.

Conduite de l'élaboration en tant qu'opérateur :

Animation de la concertation des acteurs : animation des groupes de travail, présentations au copil, choix du prestataire pour les études écologiques, communication.

Coordination des études contribuant au diagnostic socioéconomique et écologique du site : milieu physique, état de conservation des habitats et des espèces, activités humaines (inventaire des exploitations agricoles et des pratiques)

Coordination de la définition et de la hiérarchisation des enjeux et objectifs de gestion.

Coordination de la rédaction du document d'objectifs : élaboration du programme d'actions, rédaction des fiches actions (description des mesures, cahiers des charges) et de la charte Natura 2000, propositions de Mesures Agro-Environnementales territorialisées ciblées.

Définition de modalités de suivi et évaluation.



Participation en tant que sous-traitant :

Participation aux groupes de travail et comités de pilotage : représentation de la profession et des intérêts agricoles : contrôle de la prise en compte et préservation des activités agricoles, animation auprès des agriculteurs, proposition de mesures de gestion agricoles.

Réalisation d'études techniques en tant que sous-traitant : réalisation du volet agricole du diagnostic du DOCOB : diagnostics agricoles ou expertises sur les pratiques agricoles, inventaire socio-économique.

● Bilan de l'action

Contraintes :

Elaborer un DOCOB en menant un réel travail d'animation et de concertation est une activité très consommatrice de temps, en particulier du fait :

- de l'évolution constante des réglementations qui nécessite d'être en veille permanente sur le sujet
- de la multiplication du nombre de sites Natura 2000 pour lesquels les chambres sont sollicitées
- des liens entre biodiversité et pratiques qui ne sont pas entièrement connus et dont l'évaluation nécessite des études locales poussées.

Le budget alloué pour l'animation est très souvent insuffisant par rapport au temps passé.

Intérêts :

L'implication d'une Chambre dans l'élaboration d'un Docob permet :

- de valoriser les pratiques agricoles en adéquation avec la biodiversité existante
- d'orienter les mesures de gestion de façon à ce qu'elles soient adaptées au contexte agricole du site et présentent un équilibre entre objectifs environnementaux et économiques
- de parvenir à un bon taux de contractualisation des agriculteurs
- de tisser des liens avec d'autres organismes (LPO, conservatoire, ONF, CRPF, ONEMA, ONCFS...) qui n'étaient pas des partenaires « habituels » de la chambre d'agriculture.

La rédaction d'un DOCOB de façon concertée avec l'ensemble des acteurs du site et les naturalistes est donc l'occasion de faire valoir l'agriculture, ses pratiques et ses rôles et de les faire connaître aux partenaires de l'environnement.

3

Participation à l'élaboration d'un Document d'objectif (Docob) Natura 2000**● Suivi, résultats et perspectives**

Sur les 70 Chambres d'agriculture ayant répondu aux enquêtes Biodiversité ou Natura 2000, 35 participent ou ont participé à l'élaboration des Documents d'Objectifs (DOCOB) des sites Natura 2000. 17 ont été opératrices de sites, pour près de 180 sites, avec une moyenne de 6 DOCOB par Chambre.

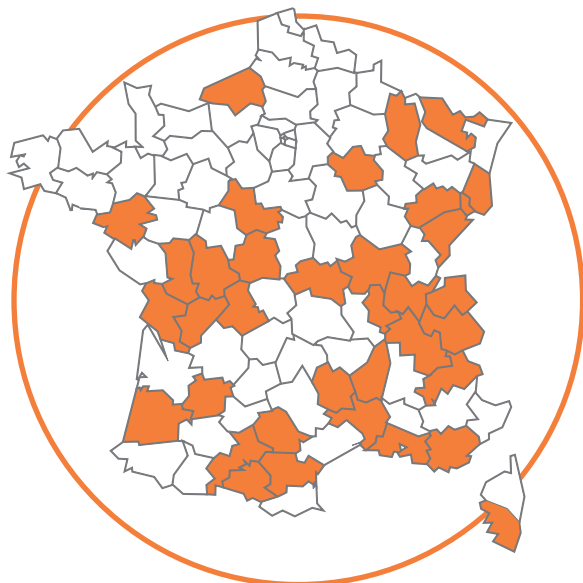
Perspectives :

A la suite de l'élaboration du DOCOB, les Chambres sont généralement chargées d'animer les MAEt définies dans ce cadre, ce qui signifie la réalisation de nouvelles campagnes de contractualisation chaque année.

En complément des mesures proposées dans le cadre de l'élaboration du DOCOB, de nouvelles MAEt peuvent être proposées, éventuellement en dehors de zones Natura 2000.

● Référents

Chambres ayant répondu aux enquêtes nationales Biodiversité et Natura 2000 en 2010 :

**Contacts tête de réseau (APCA) :**

Nathalie Galiri, nathalie.galiri@apca.chambagri.fr

Christelle Angeniol, christelle.angeniol@apca.chambagri.fr

Odile Martin-Lefevre, odile.martin-lefevre@apca.chambagri.fr

Chambres ayant participé à l'élaboration d'un DOCOB :

CDA Ariège (09), CDA Charente-Maritime (17), CDA Corse du Sud (2B), CDA Doubs (25), CDA Indre (36), CDA Isère (38), CDA Landes (40), CDA Loire-Atlantique (44), CDA Lot-et-Garonne (47), CDA Lozère (48), CDA Haut-Rhin (68), CDA Rhône (69), CDA Haute-Saône (70), CDA Saône-et-Loire (71), CDA Deux-Sèvres (79), CDA Var (83), CDA Vienne (86), CDA Territoire de Belfort (90)

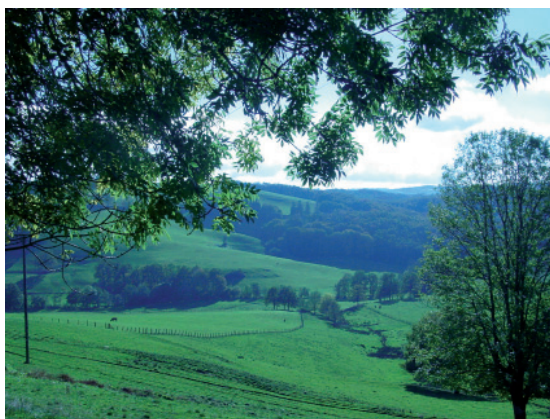
Chambres ayant participé en tant qu'opérateur :

CDA Ain (01), CDA Allier (03), CDA Hautes Alpes (05), CDA Ardèche (07), CDA Aube (10), CDA Aude (11), CDA Bouches-du-Rhône (13), CDA Charente (16), CDA Gard (30), CDA Haute-Garonne (31), CDA Loir-et-Cher (41), CDA Meuse (55), CDA Moselle (57), CDA Savoie/Haute-Savoie (73/74), CDA Seine-Maritime (76), CDA Tarn (81), CDA Haute-Vienne (87)

10

Tarn : Cellule d'assistance technique zones humides

Exemple d'une action



Mots clés : animation, communication, inventaire, mesures de gestion, rencontres techniques, sensibilisation, zones humides

● Contexte et objectifs

Sur le territoire du bassin versant des Hautes vallées du Dadou et de l'Oulas dans le Tarn, les parcelles agricoles de fonds de vallée sont en déprise. Suite à ce constat, pour conserver les milieux de zones humides et les valoriser pour le pâturage, une cellule technique a été mise en place au sein de la Chambre d'agriculture du Tarn afin d'aider les gestionnaires à valoriser au mieux ces parcelles.

● Action

Cette opération se décline en trois volets :

- animation territoriale pour mobiliser des gestionnaires locaux sur l'enjeu de conservation des zones humides du territoire :
 - identifier de nouveaux gestionnaires et organiser des rencontres et échanges techniques
 - développer auprès du grand public des actions de vulgarisation sur l'intérêt de la conservation des zones humides,
- réalisation d'inventaires pour apporter une amélioration des connaissances,
- accompagnement des gestionnaires, d'une part sur le plan technique, d'autre part sur le plan financier pour des aménagements fonciers et pastoraux. Les travaux préconisés durant ces deux années pour ce programme incluent la création de points d'abreuvement, le franchissement du cours d'eau, la mise en défens de berges par la pose de clôtures, la réouverture de parcelles et la restauration de mares.

● Rôle de la Chambre d'agriculture

La Chambre d'agriculture assure l'animation du programme et l'accompagnement technique auprès des agriculteurs et propriétaires.

● Partenaires

Financeurs :

Conseil Général, Conseil Régional, Agence de l'eau Adour Garonne, Europe (FEDER).

Experts techniques apportant un appui ponctuel :

Agence de l'eau, Cellule d'Animation Technique pour l'Eau et les Rivières du Conseil Général du Tarn, ONEMA...

Bilan de l'action

Démarche volontaire de la part des gestionnaires.

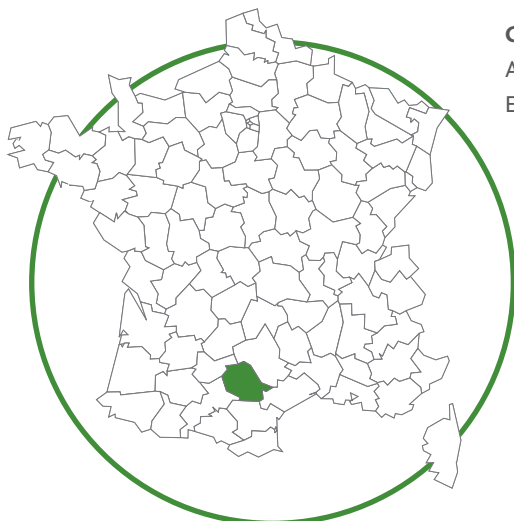
Suivi, résultats et perspectives

Aujourd'hui, l'ensemble des 287 agriculteurs du secteur ont été sensibilisés par le biais de courriers, de plaquettes, de réunions. 24 exploitations ont ensuite reçu un appui pour une gestion appropriée de ces espaces de fonds de vallée et 110 ha de prairies humides ont été inventoriés.

Objectifs fixé pour 2012 :

- 43 agriculteurs adhérant au programme
- 460 ha suivis dans un plan de gestion.

● Référents

**Chambre départementale d'agriculture du Tarn :**

Alexandra POULVELARIE, a.pouvelarie@tarn.chambagri.fr

Emmanuel CAMPAGNE, e.campagne@tarn.chambagri.fr





Formation des exploitants agricoles

Action générique de Chambres



Mots clés : agroforesterie, auxiliaires, avifaune, démonstration, formation, haies, mesures de gestion, prairies, rencontres techniques, sensibilisation, zones humides

● Contexte et objectifs

Les formations proposées par les Chambres d'agriculture s'inscrivent dans des situations variées :

- Demande d'exploitants souhaitant mieux connaître la faune et la flore présentes sur leur exploitation, et valoriser cette biodiversité à travers des pratiques plus adaptées.
- Enjeu local fort, éventuellement avec des contraintes réglementaires, entraînant une volonté voire une obligation des exploitants de mieux connaître ces enjeux (statut de protection, programme d'action Leader...).
- Volonté de valoriser et diffuser une pratique existante reconnue comme bénéfique à la biodiversité, parfois suite à une phase d'expérimentation sur des sites pilotes (dans le cadre d'un programme Agrifaune par exemple).
- Prolongement d'un premier projet de sensibilisation des exploitants à la biodiversité (diagnostic sur les exploitations, visite de fermes pilotes...).
- Sollicitation d'un partenaire (associations, parcs nationaux ou naturels régionaux...).

Les objectifs sont donc de :

- Sensibiliser les agriculteurs à la biodiversité et au lien d'interdépendance entre biodiversité et agriculture.
- Valoriser la biodiversité locale présente sur les parcelles (diversité floristique des prairies naturelles de fauche...).
- Valoriser les résultats des expérimentations régionales.
- Diffuser ces références auprès des agriculteurs et des techniciens de groupements et répondre à leurs questions techniques sur certaines pratiques (rôle et conditions de présence des auxiliaires dans une parcelle cultivée...).
- Répondre à des exigences réglementaires (Directive Nitrates...).

● Rôle de la Chambre d'agriculture

Organisateur de la formation : relais auprès des agriculteurs et des OP, parfois financeur.

Intervenant technique : conseiller agronomique et/ou environnement.

Analyse des résultats et des enseignements diffusés.

● Partenaires

Financeurs :

Services de l'Etat, Etablissements publics, Collectivités (CG...), VIVEA (fonds pour la formation des entrepreneurs du vivant).

Expertise technique :

- Instituts de recherche, d'enseignement et de formation (INRA, SupAgro...),
- Gestionnaires et associations naturalistes (Parcs nationaux et PNR, Conservatoires des espaces naturels, Fédération de chasseurs...),
- Agriculteurs.

Réalisation d'études complémentaires :

Associations naturalistes, OIER (Organismes Inter-Etablissement du Réseau) des Chambres d'agriculture.

14 Formation des exploitants agricoles

● Action

La formation peut être mise en œuvre de différentes manières : journées techniques ponctuelles avec interventions de partenaires, visites de terrain, travaux en groupes sur une ou deux exploitations, colloque ouvert à un public plus large, stages de plusieurs jours combinant ces différentes modalités...

Exemples de thèmes abordés :

- auxiliaires de cultures : rôle et conditions de présence dans une parcelle cultivée
- avifaune locale des prairies.
- identification de la flore (enjeux biodiversité, espèces remarquables), identification du sol, valeur alimentaire des fourrages.
- importance des haies pour le maintien de la biodiversité et de la qualité de l'eau et projet d'implantation.
- réflexion sur l'entretien des abords de ferme sans avoir recours systématiquement aux produits chimiques, sur la recherche de méthodes alternatives pouvant être mises en œuvre facilement (réfléchir l'organisation de son exploitation, rappel des méthodes d'aménagements paysagers et d'analyse de sites, adapter ses aménagements au temps et mode d'entretien qu'il sera possible d'y consacrer).



● Bilan de l'action

Contraintes :

Nécessite l'intervention de personnes ayant des compétences spécifiques (floristiques...)

Les références locales existantes sur certaines innovations (sur les auxiliaires de culture par exemple) sont encore rares, ce qui rend l'organisation de formations sur ces thèmes plus difficiles.

Intérêts :

Possibilité d'exploiter pédagogiquement les résultats obtenus lors d'expérimentations

Renforcement des liens avec les agriculteurs.

● Suivi, résultats et perspectives

Dans les départements concernés, le nombre d'agriculteurs concernés par chaque session de formation varie entre 10 et 20.

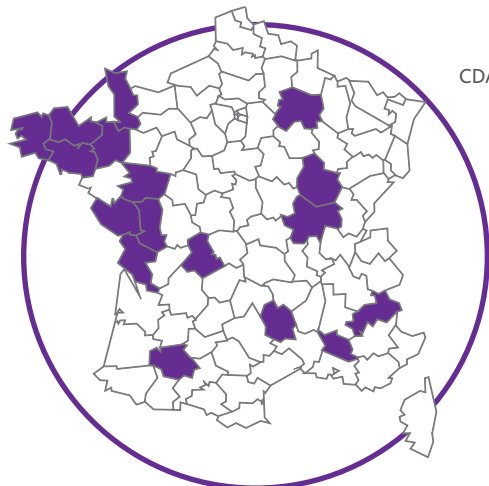
Perspectives :

Transposition à d'autres territoires (départements voisins...).

Une fois les agriculteurs sensibilisés et formés, il s'agit :

- d'initier des dynamiques locales avec les collectivités et autres acteurs du territoire en faveur de la biodiversité,
- d'apporter un appui technique aux agriculteurs pour leur permettre de mettre en place des pratiques et aménagements innovants,
- de mettre en œuvre un suivi adapté de ceux-ci sur les exploitations.

● Référents



Chambre	Nom du projet
CDA Hautes-Alpes (05)	Mise en place de formations pour les agriculteurs sur la flore des prairies lien pratiques/flore/qualité alimentaire
CDA Charente-Maritime (17)	Groupe « indicateur de durabilité des exploitations – auxiliaires de culture »
CDA Côte d'Or (21)	Programme d'actions Val de Saône
CDA Gers (32)	Promotion de l'agroforesterie : Organisation de journées techniques
CDA Lozère (48)	Concours prairies fleuries
CDA Maine-et-Loire (49)	Formation prairies et Zones humides, Formation des exploitants, insérer la question biodiversité dans les formations
CDA Manche (50)	Formation Biodiversité : « Aménagement et entretien durable des abords de fermes », « Développer une vision globale : Information, sensibilisation, communication »
CDA Marne (51)	Rôle des insectes dans les agro-systèmes, Planter une haie : mode d'emploi, Concevoir son projet de haie...
CDA Saône-et-Loire (71)	Rencontres « Bout de champ »
CDA Deux-Sèvres (79)	Réseau départemental agriculture et biodiversité
CDA Vaucluse (84)	Programme CARAB
CDA Vendée (85)	Ravageurs et auxiliaires des grandes cultures Comment tirer parti de la biodiversité dans son système agricole.
CDA Haute-Vienne (87)	Programme Milieux Humides Agricoles, perspectives et recherche de gestion durable : guide de gestion durable des milieux humides : formation des agriculteurs (eau, réglementation, environnement)
CDAs + CRA Bretagne	Journée de formation/sensibilisation des exploitants à la biodiversité

17

crédits photo : Conseil Général de l'Isère

Corridors biologiques du Grésivaudan : Etude sur l'évolution durable des systèmes

Exemple d'une action



crédits photo : Conseil Général de l'Isère



crédits photo : Conseil Général de l'Isère



Comité départemental du tourisme de l'Isère



Mots clés : diagnostic territorial, enquête, étude socio-économique, projet européen, prospective, TVB

● Contexte et objectifs

Le Département de l'Isère est coordonnateur du projet européen « couloirs de vie » qui vise la restauration et la préservation des corridors biologiques dans la vallée du Grésivaudan et la cluse de Voreppe. L'un des objectifs de ce projet prévu sur les années 2008 à 2014, « Gestion de l'espace Corridor biologique », comprend une mesure concernant les espaces agricoles et forestiers. Dans ce cadre, la Chambre d'agriculture de l'Isère et l'ADAYG (Association pour le développement de l'agriculture dans l'Y grenoblois) interviennent pour engager l'évolution durable des systèmes de production. Il s'agit de proposer des scénarii d'évolution de pratiques et de systèmes, d'en évaluer les conditions de mise en oeuvre, pour favoriser la préservation et la restauration des corridors biologiques sur le long terme, tout en respectant des équilibres économiques et sociaux.

● Rôle de la Chambre d'agriculture

La Chambre d'agriculture est chargée de réaliser une étude sur l'évolution durable des systèmes de production agricoles sur deux secteurs tests, le corridor de la cluse de Voreppe et celui du cône du Manival.

● Action

Le déroulement prévu est le suivant :

2010 - 2011 : diagnostic des systèmes d'exploitation

- analyse du contexte économique, territorial et environnemental
- caractérisation de l'agriculture, des filières agricoles
- enquêtes sur les pratiques agricoles sur un échantillon représentatif et cartographie de l'occupation du sol.

2011 : élaboration de scénarii d'évolution et évaluation de leurs conditions de mise en oeuvre

- définition des cas-types représentatifs du croisement : systèmes de production agricoles / impact des pratiques
- élaboration de manière concertée, par la mobilisation d'un groupe local, (collectivités, associations, agriculteurs,...) de propositions de modifications, des pratiques et systèmes pour une meilleure prise en compte de la biodiversité et des corridors biologiques
- évaluation des conditions de mise en oeuvre de ces évolutions dans les cas types concernés en tenant compte des équilibres environnementaux, économiques et sociaux des dits systèmes. Cette phase sera réalisée avec les agriculteurs, les partenaires publics et les acteurs économiques pour engager une dynamique collective de changement
- rédaction d'un rapport et d'une synthèse cartographique à faire valider par le CG 38 et l'Agence d'urbanisme de la région grenobloise et à présenter à la DRAAF.

Corridors biologiques du Grésivaudan : Etude sur l'évolution durable des systèmes

● Partenaires

Financeurs :

Conseil Général et Région Rhône-Alpes

Réalisation d'études complémentaires :

Agence d'urbanisme

● Bilan de l'action

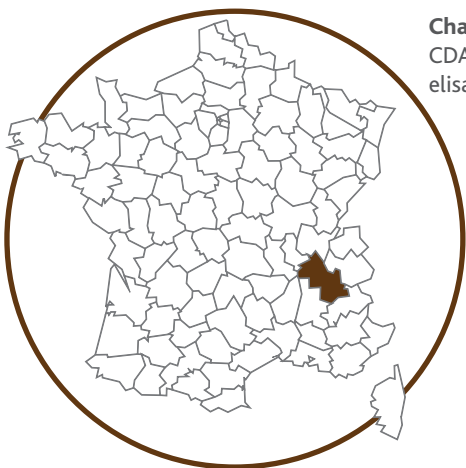
Cette étude présente l'intérêt :

- d'évaluer la faisabilité et la durabilité (environnementale, économique et humaine) d'évolutions de pratiques et de systèmes en lien avec la préservation de la biodiversité.,
- de mettre en lumière les conditions nécessaires pour leur mise en oeuvre (préservation du foncier agricole, valorisation économique des productions et/ou des pratiques,...) sur la base de scénarii co-construits de manière concertée.

● Suivi, résultats et perspectives

Selon le résultat de cette étude, des actions pourront être engagées pour réunir les conditions de mise en oeuvre de l'un des scénarii.

● Référents

**Chambre**

CDA 38 Isère, Elisabeth Jacquet
elisabeth.jacquet@isere.chambagri.fr

Nom du projet

Corridors biologiques du Grésivaudan : Etude
sur l'évolution durable des systèmes



26

Test de nouvelles pratiques,
acquisition de références

Plusieurs actions de Chambres



Mots clés : accueil du public, agronomie, auxiliaires, expérimentation, innovation technique, mesures de gestion, productions spécialisées, projet européen, recherche, réseau, zones humides

En association avec des organismes de recherche, d'enseignement et de formation, les Chambres mettent en place sur les exploitations d'agriculteurs volontaires des pratiques et des aménagements expérimentaux qui visent à intégrer la préservation de la biodiversité dans le système productif.

● Les actions des Chambres

Vendée (85) : Projet Beautour

Centre de découverte, de culture scientifique et de recherche sur l'environnement et la biodiversité

Contexte :

Ce projet de centre de découverte, de culture scientifique et de recherche consacré à l'environnement et à la biodiversité est développé par la Région sur le site de Beautour. Marqué par son histoire (propriété de la ville de la Roche sur Yon mise à disposition à la Région qui accueillait les collections constituées par le naturaliste Georges Durand), ce site de 8 ha se prête à l'accueil d'un équipement public de référence sur la biodiversité. L'étude de faisabilité est actuellement conduite par l'association Terre des Sciences en partenariat avec l'ensemble des acteurs locaux. La mission de programmation (en vue de la création de l'équipement) est sous-traitée par l'ARP (Architecte Réalisation et Programmation).

Les objectifs sont :

- créer un lieu référent sur la biodiversité à l'échelle régionale ;
- améliorer la recherche appliquée et d'innovations en matière de pratiques agricoles respectueuses de l'environnement ;
- renforcer la sensibilisation à l'environnement.

La Chambre d'agriculture va intervenir sur :

- la recherche et l'innovation, en proposant des conditions d'accueil permettant des travaux de recherche liés aux pratiques agricoles, à la connaissance approfondie d'écosystèmes, aux évolutions des zones périurbaines... ;
- la culture scientifique : présentation d'expositions, conférences, ateliers pédagogiques... ;
- la valorisation des collections naturalistes.

Maine et Loire (49) : Réseau ARBRE

La Chambre d'agriculture du Maine et Loire s'est engagée dans le projet ARBRE (Agriculteurs Respectueux de la Biodiversité et des Richesses de l'Environnement) aux côtés de la LPO 49 (Ligue de Protection des Oiseaux) et de la FDC 49 (Fédération Départementale des Chasseurs) pour développer un réseau « pilote » de 150 exploitations mettant en œuvre des changements de pratiques ou d'aménagements sur leurs exploitations en lien avec la biodiversité ordinaire. Ce projet s'adresse à tous les exploitants en grande culture ou polyculture-élevage qui souhaitent entrer dans une démarche de progrès environnemental, notamment de préservation, de maintien et d'amélioration de la biodiversité ordinaire.

En adhérant au réseau, les agriculteurs peuvent faire réaliser un diagnostic/conseil de leurs exploitations qui mobilise un outil issu du projet IBIS (cf. fiche 12). Le diagnostic conseil permet d'identifier les points forts, les points faibles de l'exploitation en matière de biodiversité et de définir les actions à engager. L'exploitant peut ensuite choisir de s'engager pendant 5 ans sur une liste de mesures obligatoires ainsi que sur 2 mesures facultatives préconisées par les partenaires.

De manière optionnelle il peut choisir de prolonger son engagement par :

- la participation à la promotion de la démarche ; ouverture de l'exploitation comme lieu de démonstration aux agriculteurs et au grand public,
- la réalisation in situ d'expérimentations sur les changements de pratiques et itinéraires, participation au cercle de fermes de référence.

Le suivi d'indicateurs est prévue en lien avec l'ESA de Angers.

Ce projet bénéficie du soutien financier du Conseil Général.



Bretagne : Côtes d'Armor (22), Finistère (29), Ile-et-Vilaine (35), Morbihan (56) : Participation au projet W.A.T.E.R.

Les Chambres départementales de Bretagne participent au projet européen W.A.T.E.R (Wetlands : the Assessment, Techniques and Economics of Restoration) Interreg IV concernant la gestion, l'entretien ou la restauration des zones humides sur la période 2009 - 2013.

L'ensemble du projet s'attache à :

- évaluer les coûts et bénéfices des zones humides pour les communautés locales,
- sensibiliser ces communautés à l'importance des enjeux environnementaux, sociétaux et économiques des zones humides,
- mettre en place des actions expérimentales concrètes relatives à ces enjeux,
- transférer les savoir-faire entre les partenaires français et européens.

A titre d'exemple, les Chambres d'agriculture mènent une expérimentation sur la ferme de Crécom à St-Nicolas-du-Pélem qui consiste à :

- réaliser la cartographie et l'inventaire phyto-écologiques et faunistiques des deux principales zones humides de la ferme,
- proposer des solutions pragmatiques, économes, efficaces et durables de gestion et de mise en valeur de ces zones intégrant une possible ouverture au public, et s'inscrivant autant que possible dans la gestion quotidienne de la ferme,
- imaginer une valorisation possible vers le public agricole afin de le sensibiliser aux enjeux biodiversité et proposer des projets permettant une insertion dans un projet local (chemin de découverte, relation cynégétique...),
- chiffrer le coût des actions d'entretien ou de restauration de ces deux zones humides.

Lozère (48) : Essai de mélanges variétaux sur prairies

Cette expérimentation est menée dans le cadre d'un appel d'offre DAR. L'objectif est de travailler avec un groupe d'éleveurs sur le choix des variétés les mieux adaptées localement sur leurs prairies, monovariété ou mélanges. La Chambre mène un suivi de 50 parcelles sur 2 sites (100 parcelles) incluant une visite annuelle avec profil de sol en étudiant particulièrement le fonctionnement des légumineuses. Les résultats attendus sont une évaluation des rendements des légumineuses par rapport à la fertilisation.

La principale contrainte de ce projet est le temps de travail important qu'il nécessite. La diffusion des résultats de cette expérimentation devrait permettre de faire évoluer les pratiques. La réalisation d'un support de communication sur cette expérimentation pourrait être envisagée.

Partenaires : MAAP (financement CASDAR), fournisseurs, GNIS, Distributeurs locaux

Maine et Loire (49) : Programme Biodiversité et Paysage du Saumur Champigny

Démarré en 2005, ce programme prévoit la mise en place de stratégies d'aménagement (plantation de haies, bandes fleuries, arbres isolés...) à l'échelle du territoire de l'appellation Saumur Champigny pour en étudier l'impact sur la biodiversité. Plusieurs campagnes de plantation ont déjà été réalisées jusqu'à atteindre presque 30 km plantés.

Le programme est coordonné par le Syndicat des producteurs de Saumur Champigny avec l'intervention de plusieurs partenaires pour les aspects recherche (ESA, ENITA Bordeaux, INH).

La Chambre réalise des diagnostics paysagers, des visites terrain, un suivi des plantations, l'animation territoriale (réunions de mobilisation des viticulteurs, réunion d'information des élus...), la communication et la recherche de financements.

Ce programme pourrait être diffusé au reste du vignoble du département.

Marne (51) : Expérimentation sur l'impact de la localisation d'aménagements dans les parcelles

Une expérimentation est mise en place en 2010 avec un groupe d'agriculteurs volontaires sur le département pour étudier l'impact de l'implantation de différents aménagements (haie, bande tampon...) sur la biodiversité présente au niveau de ces aménagements, en début et au milieu de la parcelle.

Maine et Loire (49) : Projet régional Systèmes de cultures innovants, faune auxiliaire

Mise en œuvre de :

- Mélanges : travail sur les mélanges d'espèces (prairies ; céréales et protéagineux), mélanges de variétés (meilleures résistances), mélanges de variétés de précocité différentes (accueil des ravageurs et des auxiliaires avant le stade critique de la variété à récolter).
- Production intégrée : bandes enherbées, découpage parcellaire et corridors.
- Rotation et choix des cultures : Durée de rotation, alternance sur 2 ans d'espèces hiver/printemps, CIPAN et intercultures.
- Conservation des sols : indicateurs de la vie du sol.

Réalisations Systèmes de culture innovants :

Essais régionaux St Fort (53) + suivi en exploitations pilotes (2/département) Projet formation, point spécifique intégré dans Certiphyto, formations techniques sans labour.

Marne (51) et Deux-Sèvres (79) : Systèmes de cultures innovants (SCI)

Contexte : La Chambre départementale des Deux-Sèvres participe à un projet régional mené par les Chambres d'agriculture de Poitou-Charentes et l'INRA. Ce projet s'inscrit dans le Réseau Mixte Technologique (RMT) SCI auquel participe également la Chambre d'agriculture de la Marne. Le RMT Systèmes de culture innovants reçoit le soutien de crédit de la mission DAR au travers du financement de l'animation du réseau, d'un premier projet dont les résultats seront disponibles en février 2009, et d'un projet CAS DAR (appel à projet 2007).

Les objectifs de ce programme sont :

- mettre en œuvre une démarche de conception et d'évaluation de SCI pour identifier des systèmes répondant aux enjeux locaux et globaux du développement durable
- mettre en place un réseau multilocal d'expérimentations au champ des systèmes de culture et de techniques innovantes pour évaluer leur performance et leurs conditions de réussite sur le terrain
- initier un réseau de compétences et de communication pour accompagner l'adoption des SCI jugés prometteurs.

Ces objectifs se déclinent en actions différentes :

- conception des SCI
- test et évaluation des SCI
- synthèse et transfert des résultats
- accompagnement dans la mise en œuvre des innovations.

Les Chambres sont chargées de l'animation des formations pour la co-conception des SCI avec les agriculteurs et de la collecte et synthèse des données. Actuellement 2 exploitations sont concernées en Deux-Sèvres avec 3 parcelles suivies. La contrainte majeure est d'innover dans un contexte réglementaire qui incite fortement les agriculteurs à réduire les doses de traitement et qui supprime certains produits.

Pour plus d'informations : <http://195.101.239.116/rmtsci/moodle/>

Deux-Sèvres (79) : CASDAR Polinov

Contexte : Polinov est un projet CASDAR sur 3 ans démarré en 2010, piloté par l'ACTA, qui vise à définir des itinéraires techniques des systèmes de culture favorables aux abeilles sur la zone atelier de Chizé. Le CNRS de Chizé, qui participe au projet, travaille depuis de nombreuses années sur ce territoire par rapport à la problématique outarde canepetière.

La Chambre a été sollicitée pour participer à l'état des lieux des systèmes de cultures existant sur la zone atelier et aux propositions de systèmes de cultures innovants. Les autres partenaires sont : l'ACTA, Arvalis, le CETIOM, le CNRS, l'INRA et l'Association de développement apicole Poitou-Charentes.

Cette action présente l'intérêt d'avoir un ancrage local et favorise le partage de visions différentes. Toutefois au fur et à mesure de l'avancement du projet, de nouvelles questions se posent engendrant du point de vue de la Chambre une impression de dispersion. Suivant les résultats de cette expérimentation, le projet devrait aboutir à la mise en œuvre concrète des systèmes de cultures innovants testés.

Vaucluse (84) : Les haies viticoles : conduite, impacts agronomiques et paysagers

La Chambre d'agriculture coordonne et réalise une étude constituant la poursuite technico-économique d'une action d'implantation de végétaux en zone viticole. Cette étude est financée par le Conseil Régional et reçoit l'appui de l'INRA, du Conservatoire Botanique, de l'IFV (Institut Français de la Vigne et du Vin) et du GRAB (Groupe de Recherche en Agriculture Biologique).

L'objectif est de répondre aux questions suivantes :

- Quel est l'impact d'implantation de végétaux sur le vignoble en terme d'expression végétative et de rendement ?
- Comment entretenir ces implantations, avec quels moyens matériel et humain et pour quel coût ?
- Quelle est la durabilité de ces implantations ?
- Quel est leur impact paysager ?

Pour cela elle réalise des mesures sur :

- L'expression végétative des ceps de vigne de la parcelle voisine (sur le rang qui borde la haie et sur un rang plus éloigné).
- Le poids de récolte des ceps de vigne de la parcelle voisine ainsi que des prélèvements et analyses d'échantillons de raisin.
- L'enregistrement technico-économique de la conduite des implantations (notamment : taille, entretien du sol, éventuellement d'irrigation des arbustes).
- Les impacts paysagers des installations (étude de photographies).

Les résultats de l'étude sont positifs en terme de diversité biologique (arthropodes) et de paysage mais il ne semble pas y avoir d'impact agronomique à la mise en place de ces haies.

Plusieurs projets individuels ou collectifs (syndicat de vignerons) d'implantation de végétaux dans le vignoble font suite à cette étude. Toutefois la valorisation se fera principalement en terme d'image.

Somme (80) : Projet Biodiversité en territoires de grandes cultures

Contexte : L'étude de l'impact des MAE sur l'environnement et sur le revenu des agriculteurs est une question importante pour promouvoir de telles pratiques auprès des agriculteurs, et pouvoir expliquer aux financeurs l'importance de ces travaux. La Chambre d'agriculture de la Somme avait coordonné pendant 6 ans (jusqu'en 2008) un suivi des haies mises en place par le GIE des Beaux Jours à Marcelcave. Ce suivi, en plus d'étudier l'impact sur un ensemble de populations animales nuisibles ou utiles, portait aussi sur la croissance des arbres et sur l'impact agronomique des cultures, à savoir le rendement, les maladies, et l'efficacité de l'irrigation. Ce suivi portait alternativement sur une parcelle cultivée en blé et une parcelle cultivée en pommes de terre.

Le projet Biodiversité en territoires de grandes cultures, coordonné par Agro-Transfert, Ressources et Territoires, propose de prolonger et renouveler ce qui était fait à Marcelcave en vue de préciser l'impact technico-économique des aménagements mis en place. Les dernières campagnes de suivi tendent à montrer l'impact marginal des haies sur les cultures. Des observations complémentaires sont à poursuivre pour confirmer et quantifier cet impact. Une étude comparable menée sur une haie d'une vingtaine d'années, à Omiecourt, permettra des comparaisons enrichissantes en termes d'effet des haies sur les cultures avec toute la réserve qui s'impose compte tenu des différences contextuelles.

La collaboration nouvelle, dans le cadre du projet Biodiversité en territoires de grandes cultures, permet d'aborder la question des « éléments mobiles du paysage », à savoir l'utilisation de cultures intercalaires (et non de haies ou bandes pérennes non productives), qui apportent une diversité de la mosaïque cultivée, et des bordures supplémentaires, tout en garantissant une récolte des cultures implantées. Ce point est intéressant pour des exploitations qui utilisent des vastes parcelles d'un seul tenant et qui souhaitent les découper au mieux mais ne veulent pas perdre trop de revenu.

Picardie : Projet CASDAR

Les entomophages en grandes cultures : diversité, service rendu et potentialité des habitats

Ce projet de 3 ans (janv. 2009 à déc. 2011) piloté par Arvalis et réunissant 9 partenaires techniques, dont la Chambre régionale d'agriculture de Picardie, vise à évaluer la diversité et le service rendu par les entomophages dans les systèmes de grandes cultures. Il s'intéresse tout particulièrement aux entomophages que sont les carabes, carabiques et les syrphes ainsi que leurs proies préférées, les pucerons et les limaces.

Deux objectifs principaux :

- Evaluer le contrôle biologique des ravageurs par ces populations d'entomophages en y intégrant le rôle des aménagements agro-écologiques des parcelles (haies et bandes enherbées), les caractéristiques du paysage et les pratiques agricoles sur les parcelles adjacentes (types de conduite phytosanitaire en particulier).
- Identifier et tester les moyens utilisables pour mesurer les services rendus.

Subdivisé en 6 tâches (animation, bibliographie et problématique, évaluation de la diversité des auxiliaires, évaluation des services rendus, proposition d'outils d'évaluation, diffusion des résultats), le projet devrait aboutir à la création d'une base de données des suivis terrain.

Région Bretagne : Mesurer l'intérêt des surfaces agro-écologiques pour la conduite des cultures

En collaboration avec l'INRA et le CNRS ainsi que l'Université de Rennes, le pôle Recherche appliquée de la Chambre Régionale de Bretagne mène une expérimentation pour mesurer l'intérêt des surfaces agro-écologiques (bandes enherbées...) pour la conduite des cultures, en particulier sur les bords des champs, et pour des indicateurs de biodiversité fonctionnelles (lombriciens et carabes) selon les modalités retenues (espèces, mode d'entretien...).

Les questions qui se posent sont les suivantes :

- Quelles espèces implanter ?
- Quel entretien ?
- Comment limiter les risques de salissement (BE, cultures adjacentes) ?

Pour y répondre deux bandes enherbées pérennes ont été implantées entre haie et zone cultivée sur deux parcelles de la ferme expérimentale de Kerguehennec (56) :

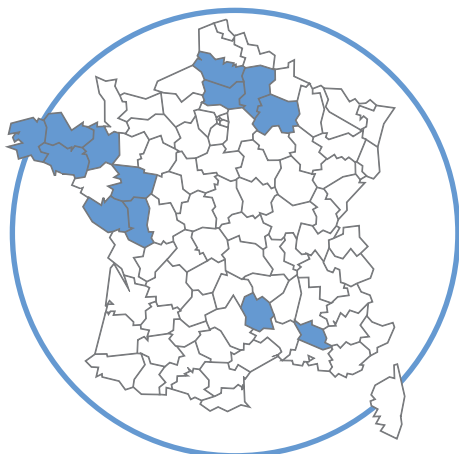
- dans la première : fétuque élevée + trèfle blanc avec deux mode de gestion, fauche tous les 2-3 ans ou une fauche tardive avec exportation
- dans la seconde : fétuque + dactyle et fétuque + trèfle blanc avec 2 densités, une fauche tardive avec exportation.

Des mesures de l'état de la flore ainsi que des comptages de lombriciens et carabes sont réalisés en juin sur des placettes.

La Chambre a pour rôle d'organiser ce travail de recherche avec l'INRA et l'Université de Rennes et d'encadrer les élèves ingénieurs qui suivent cette expérimentation. Les résultats seront synthétisés sous forme de fiches et présentés sur la ferme expérimentale (lors de journées de communication)

Perspectives : une meilleure collaboration avec l'INRA est à développer.

● Référents



Chambre	Nom du projet
CDA Lozère (48)	Essai de mélanges variétaux sur prairies
CDA Maine-et-Loire (49)	Systèmes de cultures innovants : faune auxiliaire Programme Biodiversité et Paysage du Saumur Champigny Réseau ARBRE
CDA Marne (51)	Expérimentation sur l'impact de la localisation d'aménagements dans les parcelles
CDA Deux-Sèvres (79)	Systèmes de cultures innovants Systèmes de cultures innovants Polinov
CDA Somme (80)	Projet Biodiversité en territoires de grandes cultures
CDA Vaucluse (84)	Les haies viticoles : conduite, impacts agronomiques et paysagers
CDA Vendée (85)	Projet Beautour
CDAs Bretagne (22, 29, 35, 56)	Participation au projet W.A.T.E.R.
CRA Picardie	Projet CASDAR entomophages
CRA Bretagne	Mesurer l'intérêt des surfaces agro-écologiques pour la conduite des cultures

42

Le sentier d'interprétation de la Boucle du Loir, pour valoriser et préserver le site

Exemple d'une action



Mots clés : accueil du public, animation, communication, sensibilisation, zones humides

● Contexte et Objectifs

L'initiateur du projet est l'Association Sauvegarde Espace Rural (ASER). Elle regroupe des agriculteurs, des élus de la Communauté de Communes du Loir et toute personne intéressée. Ses objectifs sont d'encourager toutes actions de promotion de l'activité agricole et du milieu rural, de maintenir l'existence d'un espace rural dynamique et attractif. Ce projet s'inscrit dans la suite logique de l'association de créer des liens entre agriculture et société. La richesse en biodiversité de cette zone humide est déjà reconnue (ZNIEFF : Zone Naturelle d'Intérêt Faunistique et Floristique) et mérite d'être mise en avant tout en apprenant à la respecter.

Un premier repérage des attentes des acteurs locaux montre le besoin de créer un outil de travail pour accompagner la découverte du patrimoine naturel du site de la Boucle du Loir. L'objectif est de créer un outil pédagogique et concret pour accompagner la découverte du patrimoine naturel du site de la Boucle du Loir. Il est orienté vers le grand public et les enfants en particulier pour leur faire prendre conscience de l'importance de la préservation de l'environnement.

Ainsi ce sentier d'interprétation est réfléchi pour des scolaires (cycle 3 et collégiens) lors de sorties « Education au territoire » préparées conjointement avec les différents partenaires intervenant sur le secteur. Ce travail concerne également les habitants du secteur pour leur faire mieux connaître le site.

Le sentier d'interprétation est un premier travail. Un aspect global est à l'étude pour élaborer un plan de gestion complet et une mise en place d'actions d'entretien et de restauration par la suite.

● Rôle de la Chambre d'agriculture

La Chambre d'agriculture réalise l'animation globale du projet, comprenant les dossiers d'appel à projet, les contacts des partenaires potentiels, l'animation des réunions (groupe de travail, comité de pilotage), la rédaction des supports, les contacts agence de communication, etc.

● Partenaires

Communauté de Communes du Loir, commune de Seiches/Loir, Conseil Général 49, LPO, association protection faune sauvage, Fédération de Pêche, Agence Développement Vallée du Loir, agriculteurs, associations locales (pêche, chasse), établissements scolaires, institut Montéclair (mal voyants).

Financeurs :

Conseil Régional, ASER et Communauté de Communes du Loir, Chambre d'Agriculture 49.

42

Le sentier d'interprétation de la Boucle du Loir, pour valoriser et préserver le site

● Action

Un travail d'animation auprès des partenaires et d'accompagnement avec les groupes de travail a permis l'avancement du projet dans une démarche de territoire :

- réalisation d'un inventaire des connaissances sur ce site à partir de groupes de travail et préparation d'une synthèse pour définir des pistes possibles à aborder dans l'interprétation,
- repérage des lieux intéressants sur la Boucle du Loir et détermination des lieux retenus,
- préparation des lieux d'interprétation à partir des données recueillies pour sensibiliser le public à la richesse du site.

Cette partie s'est déroulée avec l'appui d'une agence de communication pour élaborer un fil conducteur, les supports et leurs contenus. Cette mise en forme donnera une structure pour aider le public à adhérer à l'intérêt du site.

Les supports sont étudiés pour permettre l'approche du site par les déficients visuels.

● Bilan de l'action

Contraintes :

La demande doit être portée par un groupe ou une association locale, et les différents partenaires doivent être impliqués et avoir un rôle dans le projet.

Intérêts :

- Ce projet met en valeur le patrimoine naturel du site et permet une reconnaissance d'un site.
- Des habitants, des structures et des associations coexistants sur un même site apprennent à se connaître et travaillent ensemble à sa valorisation.

● Suivi, résultats et perspectives

Toujours en partenariat, le travail de préparation d'actions « Education au territoire » est à poursuivre pour en permettre la diffusion auprès des publics scolaires et jeunes. Des fiches complémentaires aux supports en place sont prévues pour être téléchargeables.

Une communication est également envisagée dans le cadre d'animations d'envergure en direction du grand public local : rando-découverte, les Ruralités, etc.

Ce projet sera intégré prochainement dans l'élaboration d'un plan de gestion du site pour améliorer l'accueil de l'avifaune, préserver la flore caractéristique et améliorer les habitats.

● Référents



Chambre

CDA 49 Maine et Loire
Odile CHANCERELLE,
odile.chancerelle@maine-et-loire.chambagri.fr
06 75 09 88 38
02 41 57 29 29

Nom du projet

Sentier Boucle du Loir

Index thématique

Biodiv

numéro
fiche

sujet traité

partie
I

- 1 Concertation sur les politiques liées à la biodiversité
- 2 Elaboration de la Trame verte et de la trame bleue et mise en œuvre par les Schémas Régionaux de Cohérence Ecologique (SRCE)
- 3 Participation à l'élaboration d'un Document d'objectif (Docob) Natura 2000
- 4 Suivi des sites Natura 2000

partie
II

- 5 Exemples de pratiques agricoles et aménagements contractualisés
- 6 Accompagnement des agriculteurs sur des programmes agro-environnementaux
- 7 Mise en place d'actions pour la mise en œuvre de la Trame verte et bleue
- 8 Animation de sites Natura 2000, élaboration, animation et suivi de MAE territorialisées
- 9 Partenariats Agriculture, Chasse, Faune sauvage (Agrifaune)
- 10 Tarn ; Cellule d'assistance technique zones humides
- 11 Picardie ; Dispositif « Gestions de Territoire »

partie
III

- 12 Mise en place de visites de fermes de démonstration
- 13 Supports d'information et de sensibilisation à destination des professionnels
- 14 Formation des exploitants agricoles
- 15 Formation des conseillers de Chambres dans le domaine de la biodiversité
- 16 Maine-et-Loire ; Enquête sociologique : Evaluation de l'acceptabilité de conseils biodiversité par les exploitants agricoles
- 17 Isère ; Corridors biologiques du Grésivaudan : Etude sur l'évolution durable des systèmes
- 18 Réalisation d'études pour adapter les pratiques locales à la mise en œuvre de la Trame Verte et Bleue en milieu agricole

partie
IV

- 19 Consultation des Chambres par des partenaires comme qu'experts techniques
- 20 Elaboration de documents techniques de référence
- 21 Hérault ; Projet Agriculture et Biodiversité du programme agro-environnemental du bassin versant de l'Etang de l'Or
- 22 Mise en place de groupes d'échanges sur les pratiques et de pôles de compétences « Biodiversité »
- 23 Constitution d'un Comité de mise en œuvre du Plan agri-environnemental et de gestion de l'espace du département de la Lozère
- 24 Réalisation de plans de gestion et de diagnostics
- 25 Bouches-du-Rhône ; La Crau : un dialogue fécond entre agriculture et environnement

partie
V

- 26 Tests de nouvelles pratiques, Acquisition de références
- 27 Expérimentation d'aménagements et de pratiques participant à la mise en œuvre de la Trame Verte et Bleue
- 28 Bretagne ; Réseau de fermes de démonstration pour promouvoir les aménagements et pratiques favorables à la biodiversité
- 29 Deux-Sèvres ; Réseau départemental agriculture et biodiversité
- 30 Haute-Vienne ; Programme milieux humides agricoles
- 31 Projet CASDAR « Améliorer l'efficacité agro-environnementale des systèmes agro-forestiers en grandes cultures »
- 32 Projet IBIS : Intégrer la Biodiversité dans les Systèmes d'exploitations agricoles
- 33 Elaboration d'indicateurs et de diagnostics
- 34 Préfiguration d'un observatoire de la biodiversité en milieu agricole
- 35 RMT Biodiversité fonctionnelle
- 36 Projet CASDAR « Agriculture et biodiversité dans les parcs nationaux »

partie
VI

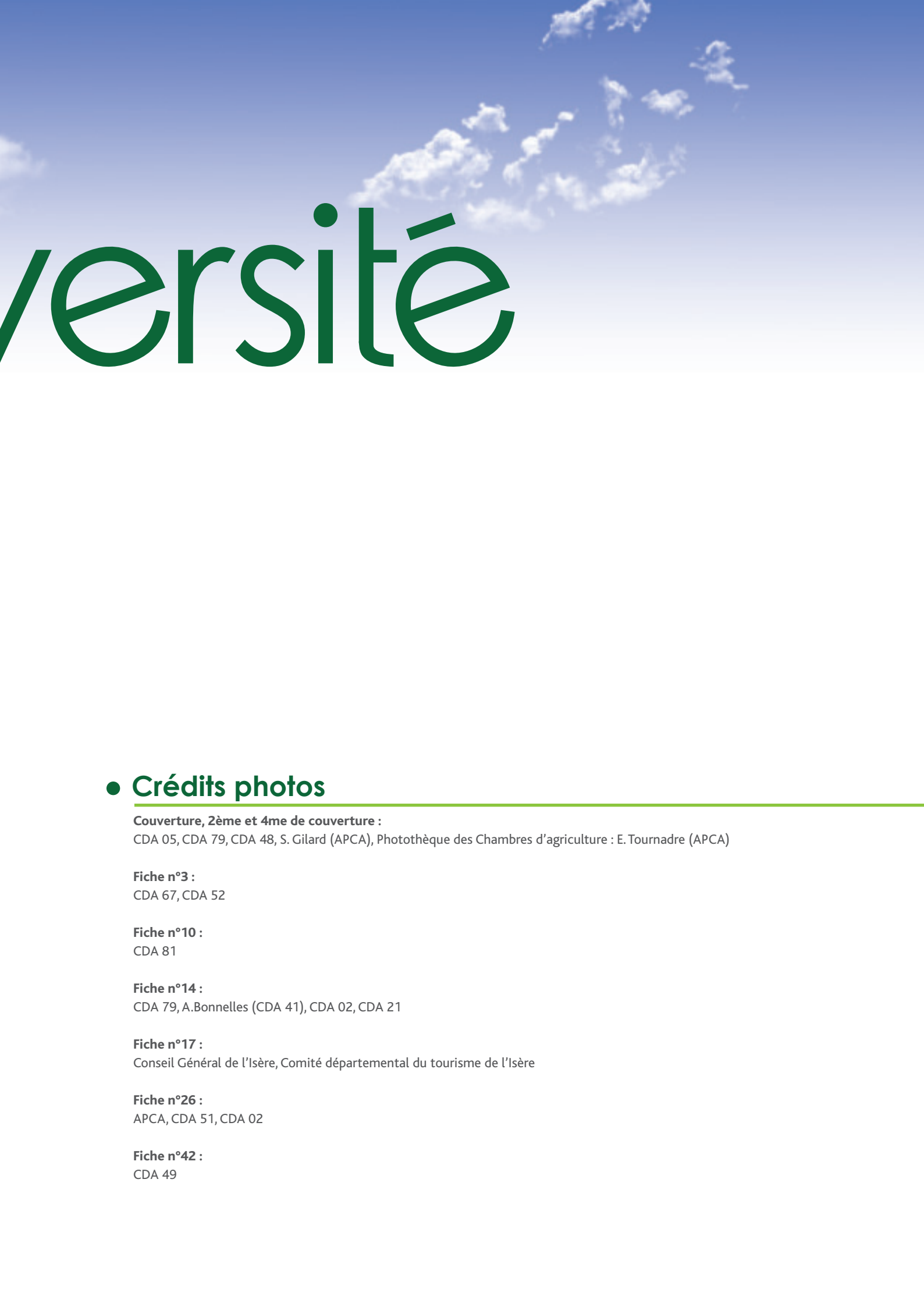
- 37 Vaucluse ; Programme de recherche « Biodiversité, Mutations agricoles et dynamique des paysages méditerranéens sous influence urbaine »
- 38 Valorisation économique par des marques et signes de reconnaissance
- 39 Maine-et-Loire ; Elaboration de la marque « L'Eleveur & l'Oiseau, le bœuf des vallées »
- 40 Documents de communication
- 41 Evénements d'information et de sensibilisation
- 42 Maine-et-Loire ; Un sentier d'Interprétation à la Boucle du Loir pour la valorisation et la préservation du site

type de biodiversité			type de milieu					
Biodiversité ordinaire ou fonctionnelle	Biodiversité remarquable	Trame Verte et Bleue	Tous milieux	Zones humides	Grandes cultures	Prairies	Autres systèmes et milieux agricoles	Surfaces en éléments topographiques
•	•	•	•	•	•			
		•	•					
	•		•					
	•		•					
•		•		•	•	•	•	•
•	•				•		•	•
		•			•	•		•
	•		•					
•			•					
•				•				
•					•	•	•	
•			•		•		•	
•	•		•					
•	•	•	•					
•	•				•	•		
•		•			•			•
		•	•	•		•	•	•
•						•		
•			•					
•	•				•		•	•
•			•	•		•		•
•	•			•		•	•	
•	•			•		•		•
•	•						•	
•				•	•	•	•	•
		•			•		•	•
•					•	•		•
•					•	•	•	
•	•					•		
•			•					
•			•					
•	•			•		•		
•				•		•	•	
•	•		•					
•	•			•				

Biodiv

• Les sigles

ACTA	Le réseau des instituts des filières animales et végétales
APCA	Assemblée permanente des Chambres d'agriculture
ATEN	Atelier technique des espaces naturels
CA	Chambre d'agriculture
CasDAR	Compte d'affectation spéciale pour le développement agricole et rural
Cetiom	Centre technique interprofessionnel des oléagineux métropolitains
CG	Conseil Général
CNRS	Centre national de la recherche scientifique
CRPF	Centre Régional de la Propriété Forestière
DDT / DDTM	Direction départementale des territoires / et de la mer (elles remplacent les DDEA, qui avaient déjà regroupé les DDAF et DDE)
Docob	Document d'objectifs
DREAL	Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (elles regroupent les anciennes DIREN, DRIRE et DRE)
ENS	Espace naturel sensible
FEDER	Fonds européen de développement régional
GIE	Groupement d'intérêt économique
GNIS	Groupement National Interprofessionnel des Semences et plants
INAO	Institut National des Appellations d'Origine, désormais appelé Institut national de l'origine et de la qualité
INRA	Institut national de la recherche agronomique
LPO	Ligue pour la Protection des Oiseaux
MAAP	Ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche
MAEt	Mesures agro environnementales territorialisées (elles succèdent depuis 200 à plusieurs dispositifs agroenvironnementaux : OLAE, CTE, CAD)
ONCFS	Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage
Onema	Office national de l'eau et des milieux aquatiques
ONF	Office national de la forêt
PDRH	Programme de Développement Rural Hexagonal (il a remplacé le PDRN à partir de 2007)
PN	Parc national
PNR	Parc naturel régional
PRDA	Programme régional de développement agricole
RMT	Réseau Mixte Technologique
RN	Réserve naturelle
SCI	Système de culture innovant
ZNIEFF	Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique



versité

● Crédits photos

Couverture, 2ème et 4me de couverture :

CDA 05, CDA 79, CDA 48, S. Gilard (APCA), Photothèque des Chambres d'agriculture : E. Tournadre (APCA)

Fiche n°3 :

CDA 67, CDA 52

Fiche n°10 :

CDA 81

Fiche n°14 :

CDA 79, A.Bonnelles (CDA 41), CDA 02, CDA 21

Fiche n°17 :

Conseil Général de l'Isère, Comité départemental du tourisme de l'Isère

Fiche n°26 :

APCA, CDA 51, CDA 02

Fiche n°42 :

CDA 49



APCA
SERVICE TERRITOIRES ET BIODIVERSITE
9 avenue George V
75008 Paris

Téléphone : 01 53 57 10 10
Télécopie : 01 53 57 10 05
Email : accueil@apca.chambagri.fr
Site internet : www.apca.chambagri.fr

*Document réalisé avec la contribution financière du CasDAR,
Compte d'affectation spéciale "Développement Agricole et Rural"*

